

**LOIS, ARRÊTÉS ROYAUX ET ACTES
DU GOUVERNEMENT.**

**MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU COMMERCE ÉTRANGER.**

**2 JUIN 1949. — Loi portant approbation
du Traité de l'Atlantique-Nord, signé à Washington, le 4 avril 1949.**

CHARLES, Prince de Belgique, Régent du Royaume,

Le Roi Léopold III se trouvant, par le fait de l'ennemi, dans l'impossibilité de régner,

A tous présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article unique. Le Traité de l'Atlantique Nord, signé à Washington, le 4 avril 1949, sortira son plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du Sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 2 juin 1949.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Premier Ministre,
Ministre des Affaires Étrangères,
P.-H. SPAAK.

Vu et scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,

H. MOREAU DE MELEN.

Traité de l'Atlantique-Nord, signé à Washington, le 4 avril 1949.

Les Etats Parties au présent Traité,

Réaffirmant leur foi dans les buts et les principes de la Charte des Nations Unies et leur désir de vivre en paix avec tous les peuples et tous les gouvernements,

Déterminés à sauvegarder la liberté de leurs peuples, leur héritage commun et leur civilisation, fondés sur les principes de la démocratie, les libertés individuelles et le règne du droit,

Soucieux de favoriser dans la région de l'Atlantique-Nord le bien-être et la stabilité,

Résolus à unir leurs efforts pour leur défense collective et pour la préservation de la paix et de la sécurité,

**WETTEN, KONINKLIJKE BESLUITEN EN AKTEN
DER REGERING.**

**MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN
EN BUITENLANDSE HANDEL.**

**2 JUNI 1949. — Wet houdende goedkeuring
van het Noord-Atlantisch Verdrag,
ondertekend de 4^e April 1949, te Washington.**

KAREL, Prins van België, Regent van het Koninkrijk,

Koning Leopold III, door 's vijands toedoen, zich in de onmogelijkheid bevindende om te regeren,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstigen, HEEL.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. Het Noord-Atlantisch Verdrag, ondertekend de 4^e April 1949, te Washington, zal volkomen uitwerking hebben.

Kondigen de tegenwoordige wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt worde.

Gegeven te Brussel, 2 juni 1949.

Vanwege de Regent :

De Eerste-Minister,
Minister van Buitenlandse Zaken,

P.-H. SPAAK.

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,

H. MOREAU DE MELEN.

The North Atlantic Treaty.

The Parties to this Treaty reaffirm their faith in the purposes and principles of the Charter of the United Nations and their desire to live in peace with all peoples and all Governments.

They are determined to safeguard the freedom, common heritage and civilization of their peoples, founded on the principles of democracy, individual liberty and the rule of law.

They seek to promote stability and well-being in the North Atlantic area.

They are resolved to unite their efforts for collective defense and for the preservation of peace and security.

Se sont mis d'accord sur le présent Traité de l'Atlantique-Nord :

Article 1

Les Parties s'engagent, ainsi qu'il est stipulé dans la Charte des Nations-Unies, à régler par des moyens pacifiques tous différends internationaux dans lesquels elles pourraient être impliquées, de telle manière que la paix et la sécurité internationales, ainsi que la justice, ne soient pas mises en danger, et à s'abstenir dans leurs relations internationales de recourir à la menace ou à l'emploi de la force de toute manière incompatible avec les buts des Nations-Unies.

Article 2

Les Parties contribueront au développement de relations internationales pacifiques et amicales en renforçant leurs libres institutions, en assurant une meilleure compréhension des principes sur lesquels ces institutions sont fondées et en développant les conditions propres à assurer la stabilité et le bien-être. Elles s'efforceront d'éliminer toute opposition dans leurs politiques économiques internationales et encourageront la collaboration économique entre chacune d'entre elles ou entre toutes.

Article 3

Afin d'assurer de façon plus efficace la réalisation des buts du présent Traité, les Parties, agissant individuellement et conjointement, d'une manière continue et effective, par le développement de leurs propres moyens et en se prêtant mutuellement assistance, maintiendront et accroîtront leur capacité individuelle et collective de résistance à une attaque armée.

Article 4

Les Parties se consulteront chaque fois que, de l'avis de l'une d'elles, l'intégrité territoriale, l'indépendance politique ou la sécurité de l'une des Parties sera menacée.

Article 5

Les Parties conviennent qu'une attaque armée contre l'une ou plusieurs d'entre elles survenant en Europe ou en Amérique du Nord sera considérée comme une attaque dirigée contre toutes les Parties et, en conséquence, elles conviennent que, si une telle attaque se produit, chacune d'elles, dans l'exercice du droit de légitime défense, individuelle ou collective, reconnu par l'Article 51 de la Charte des Nations-Unies, assistera la Partie ou les Parties ainsi attaquées en prenant aussitôt, individuellement et d'accord avec les autres Parties, telle action qu'elle jugera nécessaire, y compris l'emploi de la force armée, pour rétablir et assurer la sécurité dans la région de l'Atlantique-Nord.

Toute attaque armée de cette nature et toute mesure prise en conséquence seront immédiatement portées à la connaissance du Conseil de Sécurité. Ces mesures prendront fin quand le Conseil de Sécurité aura pris les mesures nécessaires pour rétablir et maintenir la paix et la sécurité internationales.

Article 6

Pour l'application de l'Article 5, est considérée comme une attaque armée contre une ou plusieurs des Parties : une attaque armée contre le territoire de l'une d'elles en Europe ou en Amérique du Nord, contre les départements français d'Algérie, contre les forces d'occupation de l'une quelconque des Parties en Europe, contre les îles placées sous la juridiction de l'une des Parties dans la région de l'Atlantique-Nord au nord du Tropique du Cancer ou contre les navires ou aéronefs de l'une des Parties dans la même région.

Article 7

Le présent Traité n'affecte pas et ne sera pas interprété comme affectant en aucune façon les droits et obligations découlant de la Charte pour les Parties qui sont membres des Nations-Unies ou la responsabilité primordiale du Conseil de Sécurité dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Article 8

Chacune des Parties déclare qu'aucun des engagements internationaux actuellement en vigueur entre elle et toute autre Partie ou tout autre Etat n'est en contradiction avec les dispositions du présent Traité et assume l'obligation de ne souscrire aucun engagement international en contradiction avec le Traité.

Article 9

Les Parties établissent par la présente disposition un conseil, auquel chacune d'elles sera représentée, pour connaître des questions relatives à l'application du Traité. Le conseil sera organisé de façon à pouvoir se réunir rapidement et à tout moment. Il constituera les organismes subsidiaires qui pourraient être nécessaires; en particulier il établira immédiatement un comité de défense qui recommandera les mesures à prendre pour l'application des Articles 3 et 5.

They therefore agree to this North Atlantic Treaty :

Article 1

The Parties undertake, as set forth in the Charter of the United Nations, to settle any international disputes in which they may be involved by peaceful means in such a manner that international peace and security, and justice, are not endangered, and to refrain in their international relations from the threat or use of force in any manner inconsistent with the purposes of the United Nations.

Article 2

The Parties will contribute toward the further development of peaceful and friendly international relations by strengthening their free institutions, by bringing about a better understanding of the principles upon which these institutions are founded, and by promoting conditions of stability and well-being. They will seek to eliminate conflict in their international economic policies and will encourage economic collaboration between any or all of them.

Article 3

In order more effectively to achieve the objectives of this Treaty, the Parties, separately and jointly, by means of continuous and effective self-help and mutual aid, will maintain and develop their individual and collective capacity to resist armed attack.

Article 4

The Parties will consult together whenever, in the opinion of any of them, the territorial integrity, political independence or security of any of the Parties is threatened.

Article 5

The Parties agree that an armed attack against one or more of them in Europe or North America shall be considered an attack against them all; and consequently they agree that, if such an armed attack occurs, each of them, in exercise of the right of individual or collective self-defence recognized by Article 51 of the Charter of the United Nations, will assist the Party or Parties so attacked by taking forthwith, individually and in concert with the other Parties, such action as it deems necessary, including the use of armed forces, to restore and maintain the security of the North Atlantic area.

Any such armed attack and all measures taken as a result thereof shall immediately be reported to the Security Council. Such measures shall be terminated when the Security Council has taken the measures necessary to restore and maintain international peace and security.

Article 6

For the purpose of Article 5 an armed attack on one or more of the Parties is deemed to include an armed attack on the territory of any of the Parties in Europe or North America, on the Algerian departments of France, on the occupation forces of any Party in Europe, on the islands under the jurisdiction of any Party in the North Atlantic area north of the Tropic of Cancer or on the vessels or aircraft in this area of any of the Parties.

Article 7

This Treaty does not affect, and shall not be interpreted as affecting, in any way the rights and obligations under the Charter of the Parties which are members of the United Nations, or the primary responsibility of the Security Council for the maintenance of international peace and security.

Article 8

Each Party declares that none of the international engagements now in force between it and any other of the Parties or any third state is in conflict with the provisions of this Treaty, and undertakes not to enter into any international engagement in conflict with this Treaty.

Article 9

The Parties hereby establish a council, on which each of them shall be represented, to consider matters concerning the implementation of this Treaty. The council shall be so organized as to be able to meet promptly at any time. The council shall set up such subsidiary bodies as may be necessary; in particular it shall establish immediately a defense committee which shall recommend measures for the implementation of Articles 3 and 5.

Les Parties peuvent, par accord unanime, inviter à accéder au Traité tout autre Etat européen susceptible de favoriser le développement des principes du présent Traité et de contribuer à la sécurité de la région de l'Atlantique Nord. Tout Etat ainsi invité peut devenir partie au Traité en déposant son instrument d'accession auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique. Celui-ci informera chacune des Parties du dépôt de chaque instrument d'accession.

Article 11

Ce Traité sera ratifié et ses dispositions seront appliquées par les Parties conformément à leurs règles constitutionnelles respectives. Les instruments de ratification seront déposés aussitôt que possible auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique qui informera tous les autres signataires du dépôt de chaque instrument de ratification.

Le Traité entrera en vigueur entre les Etats qui l'ont ratifié dès que les ratifications de la majorité des signataires, y compris celles de la Belgique, du Canada, des Etats-Unis, de la France, du Luxembourg, des Pays-Bas et du Royaume-Uni, auront été déposées et entrera en application à l'égard des autres signataires le jour du dépôt de leur ratification.

Article 12

Après que le Traité aura été en vigueur pendant dix ans ou à toute date ultérieure, les Parties se consulteront, à la demande de l'une d'elles, en vue de réviser le Traité, en prenant en considération les facteurs affectant en ce moment la paix et la sécurité dans la région de l'Atlantique-Nord, y compris le développement des arrangements tant universels que régionaux conclus conformément à la Charte des Nations-Unies pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Article 13

Après que le Traité aura été en vigueur pendant vingt ans, toute Partie pourra mettre fin au Traité, en ce qui la concerne, un an après avoir avisé de sa dénonciation le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, qui informera les Gouvernements des autres Parties du dépôt de chaque instrument de dénonciation.

Article 14

Ce Traité, dont les textes français et anglais font également foi, sera déposé dans les Archives du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique. Des copies certifiées conformes seront transmises par celui-ci aux Gouvernements des autres Etats signataires.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-dessous désignés ont signé le présent Traité.

Fait à Washington, le quatre avril 1949.

Pour le Royaume de Belgique :
P.-H. SPAAK. SILVERCRUYS.
Pour le Canada :
LESTER B. PEARSON. H. H. WRONG.
Pour le Royaume de Danemark :
GUSTAV RASMUSSEN. HENRIK KAUFFMANN.
Pour la France :
ROBERT SCHUMAN. HENRI BONNET.
Pour l'Islande :
BJARNI BENEDIKTSSON. THOR THORS.
Pour l'Italie :
SPORZA. ALBERTO TARCHIANI.
Pour le Grand-Duché de Luxembourg :
JOSEPH BECH. HUGHES LE GALLAIS.
Pour le Royaume des Pays-Bas :
D. U. STIKKER. E. N. VAN KLEFFENS.
Pour le Royaume de Norvège :
HALVARD M. LANGE. WILHELM MUNTHE MORGENSTIERNE.
Pour le Portugal :
JOSE CAEIRO DE MATTA. PEDRO THEOTONIO PEREIRA.
Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :
ERNEST BEVIN. OLIVER FRANKS.
Pour les Etats-Unis d'Amérique :
DEAN ACHESON.

Il résulte d'informations communiquées par l'Ambassadeur de Belgique à Washington que les ratifications suivantes ont été déposées :

Belgique, ratification 16 juin 1949.
Canada, ratification 3 mai 1949.
Grande-Bretagne, ratification 7 juin 1949.
Luxembourg, ratification 27 juin 1949.

The Parties may, by unanimous agreement, invite any other European state in a position to further the principles of this Treaty and to contribute to the security of the North Atlantic area to accede to this Treaty. Any state so invited may become a party to the Treaty by depositing its instrument of accession with the Government of the United States of America. The Government of the United States of America will inform each of the Parties of the deposit of each such instrument of accession.

Article 11

This Treaty shall be ratified and its provisions carried out by the Parties in accordance with their respective constitutional processes. The instruments of ratification shall be deposited as soon as possible with the Government of the United States of America, which will notify all the other signatories of each deposit. The Treaty shall enter into force between the states which have ratified it as soon as the ratifications of the majority of the signatories, including the ratifications of Belgium, Canada, France, Luxembourg, the Netherlands, the United Kingdom and the United States, have been deposited and shall come into effect with respect to other states on the date of the deposit of their ratifications.

Article 12

After the Treaty has been in force for ten years, or at any time thereafter, the Parties shall, if any of them so requests, consult together for the purpose of reviewing the Treaty, having regard for the factors then affecting peace and security in the North Atlantic area, including the development of universal as well as regional arrangements under the Charter of the United Nations for the maintenance of international peace and security.

Article 13

After the Treaty has been in force for twenty years, any Party may cease to be a party one year after its notice of denunciation has been given to the Government of the United States of America, which will inform the Governments of the other Parties of the deposit of each notice of denunciation.

Article 14

This Treaty, of which the English and French texts are equally authentic, shall be deposited in the archives of the Government of the United States of America. Duly certified copies thereof will be transmitted by that Government to the Governments of the other signatories.

In witness whereof, the undersigned Plenipotentiaries have signed this Treaty.

Done at Washington, the fourth day of April, 1949.

For the Kingdom of Belgium :
P.-H. SPAAK. SILVERCRUYS.
For Canada :
LESTER B. PEARSON. H. H. WRONG.
For the Kingdom of Denmark :
GUSTAV RASMUSSEN. HENRIK KAUFFMANN.
For France :
ROBERT SCHUMAN. HENRI BONNET.
For Iceland :
BJARNI BENEDIKTSSON. THOR THORS.
For Italy :
SPORZA. ALBERTO TARCHIANI.
For the Grand Duchy of Luxembourg :
JOSEPH BECH. HUGHES LE GALLAIS.
For the Kingdom of the Netherlands :
D. U. STIKKER. E. N. VAN KLEFFENS.
For the Kingdom of Norway :
HALVARD M. LANGE. WILHELM MUNTHE MORGENSTIERNE.
For Portugal :
JOSE CAEIRO DE MATTA. PEDRO THEOTONIO PEREIRA.
For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland :
ERNEST BEVIN. OLIVER FRANKS.
For the United States of America :
DEAN ACHESON.

De ondertekenaars van dit Verdrag, bevestigen opnieuw hun vertrouwen in de doeleinden en beginselen van het Handvest van de Verenigde Naties en hun wens om in vrede te leven met alle volken en alle Regeringen.

Zij zijn vastbesloten om de vrijheid, het gemeenschappelijk erfdeel en de beschaving van hun volken, welke zijn gegrondvest op beginselen van democratie, persoonlijke vrijheid en rechtsorde, veilig te stellen. Zij zullen zich beijveren de stabiliteit en de welvaart in het Noord-Atlantisch gebied te bevorderen.

Zij zijn besloten hun krachten te verenigen voor de gemeenschappelijke verdediging en voor het behoud van vrede en veiligheid.

Derhalve sluiten zij dit Noord-Atlantisch Verdrag.

Artikel 1

De partijen nemen op zich om, gelijk is geregeld in het Handvest der Verenigde Naties, alle internationale geschillen waarin zij mochten worden gewikkeld langs vreedzame weg te beslechten op zodanige wijze, dat internationale vrede en veiligheid en gerechtigheid niet in gevaar worden gebracht en om in haar internationale betrekkingen zich te onthouden van bedreiging met of gebruik van geweld op enige wijze welke onverenigbaar is met de doeleinden van de Verenigde Naties.

Artikel 2

De partijen zullen bijdragen tot een verder ontwikkeling van vreedzame en vriendschappelijke internationale betrekkingen door haar vrije instellingen te versterken, door één beter begrip te wekken voor de grondslagen waarop deze instellingen berusten en door stabiliteit en welvaart te bevorderen. Zij zullen trachten tegenstellingen in haar internationale economische politiek uit de weg te ruimen en zij zullen economische samenwerking aanmoedigen tussen enige of alle partijen.

Artikel 3

Ten einde de doeleinden van dit Verdrag beter te verwezenlijken zullen de partijen, ieder voor zich en tezamen, haar individueel en collectief vermogen om een gewapende aanval te weerstaan handhaven en ontwikkelen, door voortdurend en op doelmatige wijze zich zelf te versterken en elkander hulp te verlenen.

Artikel 4

De partijen zullen onderling overleg plegen telkens wanneer naar de mening van een van haar de territoriale onschendbaarheid, politieke onafhankelijkheid of veiligheid van een der partijen wordt bedreigd.

Artikel 5

De partijen komen overeen dat een gewapende aanval tegen een of meer van haar in Europa of Noord-Amerika als een aanval tegen haar allen zal worden beschouwd; zij komen bijgevoegd overeen dat, indien zulk een gewapende aanval plaats vindt, ieder van haar de aldus aangevallen partij of partijen zal bijstaan, in de uitoefening van het recht tot individuele of collectieve zelfverdediging erkend in Artikel 51 van het Handvest van de Verenigde Naties, door terstond, individueel en in samenwerking met de andere partijen, op te treden op de wijze, die zij nodig oordeelt — met inbegrip van het gebruik van gewapende macht — om de veiligheid van het Noord-Atlantisch gebied te herstellen en te handhaven.

Elke gewapende aanval van dien aard en alle dienstengevolgde genomen maatregelen moeten terstond ter kennis worden gebracht van de Veiligheidsraad. Deze maatregelen zullen worden opgeheven zodra de Veiligheidsraad de nodige maatregelen zal hebben genomen, om de internationale vrede en veiligheid te herstellen en te handhaven.

Artikel 6

Voor de toepassing van Artikel 5 wordt mede als een gewapende aanval op een of meer der partijen beschouwd een gewapende aanval op het grondgebied van een der partijen in Europa of Noord-Amerika; op de Algerijnse departementen van Frankrijk; op de bezettingstroepen van een der partijen in Europa; op eilanden vallende onder de rechtsmacht van een der partijen in het Noord-Atlantisch gebied ten noorden van de Kreeftskeerkring of op de schepen of luchtvaartuigen van een der partijen in dit gebied.

Artikel 7

Dit Verdrag doet geen afbreuk aan en mag niet worden uitgelegd als op enige wijze afbreuk te doen aan de rechten en verplichtingen welke voor partijen, die lid zijn van de Verenigde Naties, uit het Handvest voortvloeien, of aan de primaire verantwoordelijkheid van de Veiligheidsraad voor de handhaving van internationale vrede en veiligheid.

Artikel 8

Elk der partijen verklaart, dat geen der internationale verbintenissen, op het ogenblik van kracht tussen haar en een der andere partijen of een derde staat, in strijd is met de bepalingen van dit Verdrag, en neemt op zich geen enkele internationale verbintenis aan te gaan in strijd met dit Verdrag.

Artikel 9

De partijen richten hierbij een Raad op waarin elk van haar zal zijn vertegenwoordigd ten einde aangelegenheden de tenuitvoerlegging van dit Verdrag betreffende in behandeling te nemen. De Raad moet zo worden georganiseerd, dat hij te alle tijde terstond zal kunnen samenkomen. De Raad zal de hulp-organen oprichten welke nodig mochten zijn; in het bijzonder zal de Raad onverwijld een defensie-comité oprichten, hetwelk maatregelen voor de tenuitvoerlegging van artikel 3 en artikel 5 zal aanbevelen.

Artikel 10

De partijen kunnen eenstemmig elke andere Europese Staat, welke de verwezenlijking van de beginselen van dit Verdrag kan bevorderen en kan bijdragen tot de veiligheid van het Noord-Atlantisch gebied, uitnodigen tot dit Verdrag toe te treden. Elke Staat, welke aldus is uitgenodigd kan partij worden bij het Verdrag door het nederleggen van zijn akte van toetreding bij de Regering van de Verenigde Staten van Amerika. De Regering van de Verenigde Staten van Amerika zal elk der partijen in kennis stellen met het nederleggen van elke akte van toetreding.

Artikel 11

Dit Verdrag zal worden bekrachtigd en de bepalingen daarvan zullen door de partijen worden tenuitvoergelegd overeenkomstig haar onderscheiden Grondwettelijke procedures.

De akten van bekrachtiging zullen zo spoedig mogelijk worden nedergelegd bij de Regering van de Verenigde Staten van Amerika, die alle andere ondertekenaars in kennis zal stellen met elke nederlegging. Het Verdrag zal in werking treden voor de Staten welke het hebben bekrachtigd zodra de bekrachtigingen van de meerderheid van de ondertekenaars, met inbegrip van België, Canada, Frankrijk, Luxemburg, Nederland, het Verenigd Koninkrijk en de Verenigde Staten van Amerika, zijn nedergelegd en het zal van kracht worden met betrekking tot andere Staten op de dag waarop hun bekrachtiging is nedergelegd.

Artikel 12

Nadat het Verdrag gedurende tien jaar van kracht is geweest, of te eniger tijd daarna, zullen partijen, op verzoek van een van haar, zich met elkander verstaan omtrent herziening van dit Verdrag, met inachtneming van de factoren welke alsdan van invloed zijn op de vrede en veiligheid in het Noord-Atlantisch gebied, met inbegrip van de verdere ontwikkeling van algemeen zowel als van regionale, binnen het kader van het Handvest van de Verenigde Naties vallende regelingen voor het handhaven van internationale vrede en veiligheid.

Artikel 13

Nadat dit Verdrag gedurende twintig jaar van kracht is geweest kan elke partij ophouden partij te zijn één jaar nadat zij van deze opzegging kennis heeft gegeven aan de Regering van de Verenigde Staten van Amerika, die de Regeringen van de andere partijen in kennis zal stellen met het nederleggen van elke kennisgeving van opzegging.

Artikel 14

Dit Verdrag, waarvan de Engelse en de Franse teksten gelijkelijk authentiek zijn, zal worden nedergelegd in het archief van de Regering van de Verenigde Staten van Amerika. Gewaarmerkte afschriften daarvan zullen door deze Regering worden overgelegd aan de Regeringen van de andere ondertekenaars.

Ter oorkonden waarvan de ondergetekende gevolmachtigden dit Verdrag hebben ondertekend.

Gedaan te Washington, de 4^e April 1949.

Voor het Koninkrijk België :

P.-H. SPAAK. SILVERCRUYS.

Voor Canada :

LESTER B. PEARSON. H. H. WRONG.

Voor het Koninkrijk Denemarken :

GUSTAV RASMUSSEN. HENRIK KAUFFMANN.

Voor Frankrijk :

ROBERT SCHUMAN. HENRI BONNET.

Voor IJsland :

BJARNI BENEDIKTSSON. THOR THORS.

Voor Italië :

SPORZA. ALBERTO TARCHIANI.
Voor het Groot-Hertogdom Luxemburg :
JOSEPH BECH. HUGHES LE GALLAIS.
Voor het Koninkrijk der Nederlanden :
D. U. STIKKER. E. N. VAN KEEFFENS.
Voor het Koninkrijk Noorwegen :
HALVARD M. LANGE. WILHELM MONTHE-MORGENSTIERNE.
Voor Portugal :
JOSE CAEIRO DE MATTA. PEDRO THEOTONIO PEREIRA.
Voor het Koninkrijk Groot-Brittannië en Noord-Ierland :
ERNEST BEVIN. OLIVER FRANKS.

Voor de Verenigde Staten van Amerika :

DEAN ACHESON.

Het inlichtingen medegedeeld door de Ambassadeur van België te Washington blijkt, dat de volgende bekrachtigingen werden neergelegd :

België, bekrachtiging 16 Juni 1949.
Canada, bekrachtiging 3 Mei 1949.
Groot-Brittannië, bekrachtiging 7 Juni 1949.
Luxemburg, bekrachtiging 27 Juni 1949.

Accord entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg, au sujet de la répartition de l'assistance reçue des Etats-Unis en vertu des Conventions de coopération économique, conclu par échange de lettres, datées à Bruxelles, les 12 et 14 janvier 1949.

Direction Générale du Commerce Extérieur.
Service « Plan Marshall »
N° 141.
Dossier n° 65.

Bruxelles, le 12 janvier 1949.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de me référer aux conversations qui ont eu lieu entre les Représentants du Gouvernement belge et du Gouvernement luxembourgeois au sujet de la répartition entre nos deux pays de l'assistance que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique nous accordera en vertu des Conventions de Coopération Economique conclues avec lui par nos deux Gouvernements et de confirmer à Votre Excellence comme résultat de ces conversations l'accord intervenu comme suit :

1. Les présents arrangements concernent la répartition de l'assistance que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a accordée ou accordera pendant la période commençant du 3 avril 1948 et se terminant le 30 juin 1949. Les arrangements qui devront être pris pour toute période subséquente seront entièrement indépendants.

2. (a) En ce qui concerne l'assistance accordée par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique sous la forme de dons non-conditionnels, le Gouvernement belge est seul engagé vis-à-vis du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique pour la part qui lui revient, soit vingt-huit vingt-neuvième, et le Gouvernement luxembourgeois est seul engagé vis-à-vis du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique pour la part qui lui revient, soit un vingt-neuvième.

(b) Le Gouvernement belge se charge d'effectuer conformément à l'Accord de Coopération Economique qu'il a signé avec le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 2 juillet 1948, les versements au compte spécial constitué à cet effet près de la Banque Nationale de Belgique des sommes en francs belges qui forment la contrepartie des dons qui lui reviennent. De son côté, le Gouvernement luxembourgeois versera la contrepartie des dons qu'il a reçus au compte spécial ouvert auprès de la Caisse d'Epargne de l'Etat à Luxembourg, conformément à l'Accord de Coopération Economique, qu'il a signé avec le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique le 3 juillet 1948.

(c) Afin de simplifier les tâches administratives, le Gouvernement luxembourgeois marque son accord pour que les Services Administratifs belges soient seuls à introduire auprès de l'Economic Cooperation Administration des documents justificatifs de demandes de paiements ou de remboursements à valoir sur les dons non-conditionnels étant entendu que un vingt-neuvième de la contrepartie en francs belges, portée au compte spécial ouvert au nom du Gouvernement belge à la Banque Nationale de Belgique, sera transféré, en paiements périodiques au compte spécial ouvert au nom du Gouvernement luxembourgeois à la Caisse d'Epargne de l'Etat à Luxembourg. Le Gouvernement belge aura soin d'obtenir l'accord des Autorités Américaines sur cette procédure.

Akkoord tussen België en het Groothertogdom Luxemburg, betreffend de verdeling van de bijstand ontvangen van de Verenigde Staten krachtens de Overeenkomsten tot economische samenwerking, gesloten door wisseling van brieven, gedagteerd van 12 en 14 Januari 1949, te Brussel.

Algemene Directie
van de Buitenlandse Handel
Dienst « Marshallplan »
N° 141.

Dossier n° 65.

Brussel, de 12 Januari 1949.

Mijnheer de Minister,

Ik heb de eer te verwijzen naar de besprekingen die hebben plaats gehad tussen de Vertegenwoordigers der Belgische Regering en der Luxemburgse Regering betreffend de verdeling tussen onze beide landen van de bijstand die de Regering der Verenigde Staten van Amerika ons zal verlenen krachtens de door onze beide Regeringen met haar gesloten Overeenkomsten tot Economische Samenwerking, en Uw Excellentie, als resultaat dezer besprekingen, het bereikt akkoord te bevestigen, dat luidt als volgt :

1. De onderhavige schikkingen hebben betrekking op de verdeling van de bijstand die de Regering der Verenigde Staten van Amerika gedurende de periode, die op 3 April 1948 aanvangt en op 30 Juni 1949 eindigt, heeft verleend of zal verlenen. De schikkingen die voor elke daaropvolgende periode dienen getroffen, zullen volledig onafhankelijk zijn.

2. (a) Wat betreft de door de Regering der Verenigde Staten van Amerika verleende bijstand onder vorm van niet-voorwaardelijke giften, is de Belgische Regering alleen gebonden tegenover de Regering der Verenigde Staten van Amerika voor het deel dat haar toekomt, namelijk acht en twintig negen en twintigsten, en is de Luxemburgse Regering alleen gebonden tegenover de Regering der Verenigde Staten van Amerika voor het deel dat haar toekomt, namelijk één negen en twintigste.

(b) De Belgische Regering gelast zich, in overeenstemming met het Akkoord tot Economische Samenwerking, dat zij op 2 Juli 1948 met de Regering der Verenigde Staten van Amerika heeft getekend, op de daartoe bij de Nationale Bank van België geopende bijzondere rekening de sommen in Belgische franken te storten die de tegenwaarde vormen van de giften die haar toekomen. Van haar kant zal de Luxemburgse Regering de tegenwaarde der giften die zij ontvangen heeft, storten op de bij de Rijksspaarkas te Luxemburg geopende bijzondere rekening, in overeenstemming met het Akkoord tot Economische Samenwerking, dat zij op 3 Juli 1948 met de Regering der Verenigde Staten van Amerika heeft getekend.

(c) Teneinde het administratieve werk te vereenvoudigen heeft de Luxemburgse Regering ermee ingestemd dat alleen de Belgische administratieve diensten bij de Economic Cooperation Administration de stukken zouden overleggen ter rechtvaardiging van de aanvragen om betaling of terugbetaling in mindering komend van de niet-voorwaardelijke giften, met dien verstande dat een negen en twintigste der tegenwaarde in Belgische franken geboekt op de speciale rekening die op naam van de Belgische Regering bij de Nationale Bank van België is geopend, in periodische betalingen zal overgeboekt worden op de speciale rekening die op naam van de Luxemburgse Regering bij de Rijksspaarkas te Luxemburg werd geopend. De Belgische Regering zal er voorzorgende instemming van de Amerikaanse Overheden omtrent deze procedure te bekomen.